



**mission  
inclusion**

**Revue de presse  
1<sup>er</sup> au 15 février 2022**



## Table des matières

<b>Mission inclusion.....</b>	<b>3</b>
<i>Rien à signaler</i>	4
<b>Champs d'action au Québec.....</b>	<b>5</b>
<b>Inflation à l'épicerie : les banques alimentaires à la rescousse</b>	<b>6</b>
L'actualité – 2022-02-02 .....	6
<b>Du répit pour les sans-abris dans une église de Rosemont</b>	<b>9</b>
Métro – 2022-02-04 .....	9
<b>Un café-rencontre sur le féminisme au Centre de femmes du Haut-Richelieu</b>	<b>11</b>
Coup d'œil – 2022-02-09 – p. 7 .....	11
<b>Aide alimentaire pour les aînés: bientôt des cuisines communautaires dans 3 parcs</b>	<b>13</b>
Métro – 2022-02-10 .....	13
<b>Sans plus attendre</b>	<b>15</b>
Le Devoir – 2022-02-11 – p. A7 .....	15
<b>Champs d'action à l'international.....</b>	<b>18</b>
<b>La privation de nourriture et les décès liés à la faim sont une réalité qui accompagne l'aggravation des crises alimentaires, selon la FAO</b>	<b>19</b>
FAO – 2022-02-04 .....	19
<b>Ethiopie : « Ce qui se passe au Tigré est sans aucun doute une catastrophe humanitaire »</b>	<b>21</b>
Le Monde – 2022-02-04.....	21
<b>" L'Afrique ne peut soumettre sa sécurité sanitaire à la bonne volonté d'autrui "</b>	<b>23</b>
All Africa – 2022-02-06 .....	23
<b>Actualité à surveiller.....</b>	<b>25</b>
<i>Rien à signaler</i>	26



**Mission inclusion**



***Rien à signaler***

[Retour à la table des matières](#)



**Champs d'action au Québec**



## Inflation à l'épicerie : les banques alimentaires à la rescousse

L'actualité – 2022-02-02

Par : Marie-Hélène Proulx

<https://lactualite.com/societe/inflation-a-lepicerie-les-banques-alimentaires-a-la-rescousse/>

Richard Lefebvre n'est pas peu fier des nouvelles installations du Café de la Débrouille, l'organisme de dépannage qu'il dirige à Rigaud, en Montérégie. La dernière fois que j'y avais mis les pieds, avant la pandémie, les étagères de nourriture s'entassaient dans un minuscule sous-sol sombre, et les bénéficiaires faisaient la file sur le trottoir en attendant leur tour, au vu et au su de toute la ville.

La crise sanitaire aura au moins permis d'accélérer un projet cher au gestionnaire : aménager un comptoir dans un local agréable, avec des chariots à l'entrée comme à l'épicerie, des étagères garnies, des aliments frais et une gamme impressionnante de repas surgelés cuisinés sur place — j'ai même droit à une tournée des 17 frigos et congélateurs, histoire d'apprécier l'offre alléchante. C'est notamment grâce au Fonds d'urgence pour la sécurité alimentaire mis sur pied par Ottawa au début de la crise de la COVID-19 que Richard Lefebvre a pu aller de l'avant.

« Contrairement à bien des organismes, ici, on laisse les gens choisir ce qu'ils veulent. On ne leur impose pas trois cannes de pois chiches si ça ne les intéresse pas », dit cet ex-conseiller financier, qui soutient avec son équipe une centaine de Rigaudiens dans le besoin. En tout, plus de 20 000 dollars de denrées sont distribuées chaque mois. « La clientèle a bondi de 50 % depuis 2020, et là-dessus, environ 20 % sont des travailleurs, alors qu'ils étaient très rares avant. » Pour augmenter sa production, il a récemment fait l'acquisition de « Carnivore », la Cadillac du hachoir, grâce auquel les grosses pièces de viande fournies par des donateurs sont converties en sauce à spaghetti, ragoût de boulettes, pâté chinois et tutti quanti. Prochaine étape : inaugurer un système de commande par Internet pour accommoder les usagers qui sont au boulot pendant les heures d'ouverture.

Les comptoirs alimentaires comme le Café de la Débrouille affrontent des défis historiques cette année en raison de l'explosion du coût de la vie. D'une part, le nombre d'usagers a crû de 21,6 % par rapport à 2019, révèlent dans leur dernier Bilan-Faim les Banques alimentaires du Québec (BAQ), qui observent aussi une hausse de 40 % de travailleurs parmi leurs 600 000 bénéficiaires par mois. « Tout a augmenté, notamment le logement et l'essence, alors les gens coupent dans un des seuls postes budgétaires compressibles : l'alimentation », explique le directeur général des BAQ, Martin Munger. Et c'est encore plus dur au cœur de l'hiver, quand la facture d'électricité monte et que les petits ont besoin de tuques et de manteaux. Selon un sondage mis à jour régulièrement par l'Institut national de santé publique du Québec, 17 % des Québécois affirmaient vivre de l'insécurité alimentaire en octobre dernier, alors que cette proportion était de 11 % avant la pandémie.

Ensuite, la hausse marquée des prix à l'épicerie — notamment ceux du lait et du pain, dont on prévoit qu'ils pourraient grimper de 8 % cette année — inquiète les 12 000 OSBL, regroupements religieux, associations communautaires et programmes de la province ayant pour mission d'apaiser la faim des Québécois (à l'échelle canadienne, ce sont 61 000 organismes qui distribuent 33 milliards de dollars de denrées ; s'ils formaient une chaîne de supermarchés, ce



serait la deuxième en importance au pays !). « Pour répondre à la demande accrue, on est maintenant obligé d'acheter de la nourriture, car les dons ne suffisent plus, explique Martin Munger. Mais comme tout le monde, on en a moins qu'avant dans notre panier pour le même montant. » Une situation d'autant plus préoccupante que les entreprises et les gouvernements ne soutiennent pas autant les organismes de dépannage qu'au début de la pandémie.

Comme le Café de la Débrouille, de nombreux comptoirs se sont donc mis en mode système D. « De plus en plus, ils se transforment en véritables entreprises sociales, remarque le directeur général des BAQ. Ils font des merveilles avec des bouts de chandelles. » Ainsi, un nombre croissant de membres du réseau Moisson cultivent maintenant leurs propres fruits et légumes pour les usagers, et plusieurs se dotent d'une cuisine, car la production de mets surgelés permet de tirer le maximum des aliments, surtout après les récoltes de fin d'été. Par ailleurs, les dirigeants de Moisson Granby ont ouvert un magasin général et un restaurant, le Café des Trois Pommiers, pour financer la banque alimentaire. Un modèle appelé à faire des petits, prévoit Martin Munger.

L'application Bouffe Récup, une sorte de Tinder du dépannage alimentaire, a aussi vu le jour au début de la pandémie. Lancée par Deuxième Récolte, un organisme canadien spécialisé en récupération alimentaire implanté au Québec depuis 2020, la plateforme permet à des restaurants, des pharmacies et des épicerie de signaler leurs dons aux comptoirs de dépannage inscrits, qui n'ont ensuite qu'à se présenter pour récupérer les denrées. En outre, Deuxième Récolte soutient les activités de glanage, un phénomène assez récent au Québec, qui consiste à cueillir dans les champs les surplus des agriculteurs afin d'en redistribuer une partie aux plus démunis.

À lire aussi

Apaiser la souffrance à distance

Aussi louables soient-elles, ces initiatives ont tout de même leurs défauts, estiment certains experts, notamment celui d'entretenir involontairement la honte. « Ça heurte tellement la dignité d'avoir à cogner à la porte d'une banque alimentaire que la majorité de ceux qui se résolvent enfin à le faire sont dans un état grave de privation », remarque la nutritionniste Geneviève Mercille, qui mène des études longitudinales sur l'alimentation des personnes démunies, entre autres à la Chaire de recherche du Canada Approches communautaires et inégalités de santé.

« Les comptoirs jouent un rôle crucial, bien sûr, mais au fond, ils confirment l'exclusion des personnes pauvres du système alimentaire. On leur donne littéralement les restes, ce que les autres n'ont pas voulu ou n'ont pas réussi à consommer, comme si c'était des citoyens de seconde zone », souligne Josyanne Proteau, qui termine une maîtrise sur la justice alimentaire à l'Université Laval.

La chercheuse souhaiterait plutôt que se répandent des marchés solidaires comme Croque St-Roch, à Québec, qui arrive à vendre des fruits et des légumes au prix coûtant, donc 25 % moins cher qu'à l'épicerie, parce qu'un responsable de l'initiative les achète directement des producteurs et va chercher les commandes. De plus, des citoyens s'occupent bénévolement de la mise en place des étalages et de la caisse. « Le marché est ouvert à tous. Pas besoin d'une preuve de revenu pour y faire ses emplettes. Ça enlève la stigmatisation sociale. »

Au-delà de ces actions citoyennes, il faudrait aussi que Québec et Ottawa se responsabilisent par rapport à l'insécurité alimentaire, juge pour sa part Geneviève Mercille. Par exemple en mettant en place un programme universel d'alimentation scolaire, comme l'ont fait la Finlande, le



Brésil, la Suède et la Ville de New York — là-bas, tous les petits élèves ont droit à un repas chaud gratuit.

La nutritionniste croit aussi qu'il faudrait hausser le salaire minimum et bonifier les prestations d'aide de dernier recours, voire instaurer le revenu de base garanti. « Les gens disent que ces mesures coûteraient trop cher, sauf que les nombreux travaux menés par une sommité mondiale en matière de nutrition, l'Ontarienne Valerie Tarasuk, montrent qu'un Canadien souffrant d'insécurité alimentaire grave coûte près de 4 000 dollars par an au système de santé, contre 1 600 dollars pour les autres. » On aura sans doute toujours besoin de banques alimentaires — la vie n'est pas un long fleuve tranquille, dit l'experte, et il faut du soutien dans les situations d'urgence. « Mais ça reste des solutions temporaires qui ne s'attaquent pas aux causes profondes de la pauvreté. »

[Retour à la table des matières](#)



## Du répit pour les sans-abris dans une église de Rosemont

Métro – 2022-02-04

Par : Émile Bérubé-Lupien

<https://journalmetro.com/local/rosemont-la-petite-patrie/2771495/repit-sans-abris-eglise-rosemont/>

Depuis le mois de janvier, la Société de développement social (SDS) offre un répit aux sans-abris de Montréal à l'église Saint-Arsène, dans Rosemont.

Ouverte entre 20h et 7h, la halte-chaleur propose aux plus démunis un hébergement pour la nuit, du café, des collations et parfois des repas. Des billets de la Société de transport de Montréal sont également distribués aux itinérants le matin et un service de navette transportant les sans-abris des refuges débordés vers les ressources moins occupées devrait bientôt être mis en place.

La halte-chaleur de l'église Saint-Arsène offre 50 lits et un espace pour se reposer. Selon le directeur général, l'affluence quotidienne à la ressource a oscillé entre 50 et 70 personnes depuis son ouverture.

Le directeur général de la SDS, François Raymond, explique qu'il a contacté l'église Saint-Arsène lorsque les refuges pour itinérants ont commencé à être débordés en raison du froid et de la fermeture de certaines ressources en raison d'éclotions de COVID-19. «Ma demande au départ était pour trois jours. Mais l'église a insisté sur le fait que c'était sa mission de venir en aide aux gens. Par la suite, le projet s'est pérennisé et nous sommes hyper reconnaissants», souligne M. Raymond.

### Plusieurs ressources

C'est l'organisme qui fournit les intervenants, tandis que le Centre de coordination des opérations d'urgence de l'agglomération de Montréal fournit différentes ressources, comme la nourriture, les lits et les cloisons de séparation sanitaire. Laurence, une intervenante de la SDS, explique que le personnel est surtout présent pour distribuer la nourriture, régler les conflits et diriger les usagers vers les bonnes ressources.

«On est habitués à notre clientèle, on fait notre possible pour être chaleureux et on la traite comme tout le monde. Ils viennent, ils mangent, ils parlent s'ils ont besoin de parler. On est juste ouverts la nuit, mais on les aide quand même à bien manger et bien dormir. On veut qu'ils soient au chaud et bien chez nous. Parfois, ils ont besoin de parler et on est là pour ça», ajoute-t-elle.

S'il peut parfois y avoir des conflits entre les usagers, certains intervenants de la SDS ont une formation en sécurité, ce qui leur permet de désamorcer les situations tendues.

### Une communauté mobilisée

François Raymond précise que la communauté de l'école Saint-Arsène, qui jouxte l'église, s'est aussi mobilisée pour venir en aide aux sans-abris fréquentant la halte-chaleur. «On avait peur



que l'école n'ait pas une bonne réceptivité. Mais ils se sont beaucoup impliqués, ils sont venus nous porter de la nourriture et des vêtements», indique le directeur général.

La halte-chauffage de l'église Saint-Arsène devrait être ouverte jusqu'au 20 mars prochain.

[Retour à la table des matières](#)



## Un café-rencontre sur le féminisme au Centre de femmes du Haut-Richelieu Coup d'œil – 2022-02-09 – p. 7

Par : Marc-André Couillard



Marie Soleil Chrétien, une nouvelle venue au sein de l'équipe du Centre de femmes du Haut-Richelieu, animera un café-rencontre portant sur le thème du féminisme, le 14 février. Photo: J. Poirier

### Un café-rencontre sur le féminisme au Centre de femmes du Haut-Richelieu

MARC-ANDRÉ COUILLARD  
marcouill@ccp.qc.ca

**ACTUALITÉ.** Le Centre de femmes du Haut-Richelieu organise un café-rencontre portant sur le thème du féminisme, le 14 février.

Une nouvelle venue au sein de l'équipe du Centre de femmes du Haut-Richelieu, Marie Soleil Chrétien, démystifiera le féminisme en questionnant les participantes sur leur vision de ce concept, lors de ce café-rencontre qui aura lieu le 14 février, de 13 h 30 à 15 h 30.

M<sup>me</sup> Chrétien présentera un retour historique des principales luttes féministes, des suffragettes à aujourd'hui. Ce sera l'occasion pour les participantes d'échanger sur autour de la diversité de ce mouvement.

Si les règles sanitaires le permettent, cet événement pourra se tenir en présentiel.

#### RELATION D'AIDE ET ÉCOUTE

Le Centre de femmes du Haut-Richelieu propose des activités et des services visant à répondre aux besoins des femmes de la région. Ces activités permettent aux participantes de consolider leur autonomie, de s'outiller et de renforcer leur confiance en elles dans différentes sphères de leur vie, notamment par le biais de conférences, d'ateliers et de cafés-rencontres.

On y offre des activités portant sur l'autonomie alimentaire, comme le jardinage et les cuisines collectives. D'autres permettront aux participantes d'acquérir des connaissances en informatique.

« Que ce soit pour ventiler, pour briser leur isolement ou encore pour répondre à un questionnement, nos intervenantes sont disponibles pour soutenir les femmes, peu importe les problématiques qu'elles traversent. Au besoin, nous les référons à des ressources du milieu », explique Carole Mathieu, directrice du Centre de femmes du Haut-Richelieu.

#### INSCRIPTION

Pour s'inscrire aux activités du Centre de femmes du Haut-Richelieu ou pour obtenir des informations au sujet de sa programmation et des services qui y sont offerts, il faut composer le 450 346-0662 ou visiter le site Internet www.cfv.ca.

Les locaux de l'organisme, qui sont situés au 390, rue Georges-Phaneuf, à Saint-Jean-sur-Richelieu, sont ouverts au public. Les femmes peuvent s'y présenter pendant les heures d'ouverture pour se procurer la carte de membre qui est en vente au coût de 5\$. Cette carte donne accès gratuitement aux activités de la programmation hivernale.



**ALIZÉA**  
RÉSÉDENCE POUR PERSONNES ÂGÉES

**PROMOTION  
à votre image !**



Obtenez tous les détails au sujet de nos promotions en contactant notre service à la clientèle.

Types d'appartements disponibles :  
Studio, 2 ½, 3 ½, 4 ½

**Le coût\* du loyer inclut**

- Chauffage / Électricité
- Climatisation (avec contrôle individuel)
- Internet haute vitesse
- Câblodistribution
- Téléphonie

**Services\* additionnels disponibles**

- Repas en salle à manger
- Soins de santé
- Entretien ménager
- Services de sécurité
- Services de navettes
- Bureau de santé et assistance 24h / 24

**\*À partir de  
1 400\$ / mois**

450 444-1234 | alizea.ca  
125, avenue de la Belle-Dame, La Prairie, Qc, J5R 0R5

Membre du **édifio** GROUPE  
\* Le montant estimé comprend la somme maximale possible pour le crédit d'impôt pour maintien à domicile des aînés. Certaines conditions s'appliquent.

**ACTUALITÉ.** Le Centre de femmes du Haut-Richelieu organise un café-rencontre portant sur le thème du féminisme, le 14 février.

Une nouvelle venue au sein de l'équipe du Centre de femmes du Haut-Richelieu, Marie Soleil Chrétien, démystifiera le féminisme en questionnant les participantes sur leur vision de ce concept, lors de ce café-rencontre qui aura lieu le 14 février, de 13 h 30 à 15 h 30.

Mme Chrétien présentera un retour historique des principales luttes féministes, des suffragettes à aujourd'hui. Ce sera l'occasion pour les participantes d'échanger sur autour de la diversité de ce mouvement.

Si les règles sanitaires le permettent, cet événement pourra se tenir en présentiel.

**RELATION D'AIDE ET ÉCOUTE** Le Centre de femmes du Haut-Richelieu propose des activités et des services visant à répondre aux besoins des femmes de la région. Ces activités permettent aux participantes de consolider leur autonomie, de s'outiller et de renforcer leur confiance en elles dans différentes sphères de leur vie, notamment par le biais de conférences, d'ateliers et de cafés-rencontres.



On y offre des activités portant sur l'autonomie alimentaire, comme le jardinage et les cuisines collectives. D'autres permettront aux participantes d'acquérir des connaissances en informatique.

«Que ce soit pour ventiler, pour briser leur isolement ou encore pour répondre à un questionnement, nos intervenantes sont disponibles pour soutenir les femmes, peu importe les problématiques qu'elles traversent. Au besoin, nous les référons à des ressources du milieu», explique Carolle Mathieu, directrice du Centre de femmes du Haut-Richelieu.

**INSCRIPTION** Pour s'inscrire aux activités du Centre de femmes du Haut-Richelieu ou pour obtenir des informations au sujet de sa programmation et des services qui y sont offerts, il faut composer le 450 346-0662 ou visiter le site Internet [www.cfhr.ca](http://www.cfhr.ca).

Les locaux de l'organisme, qui sont situés au 390, rue Georges-Phaneuf, à Saint-Jean-sur-Richelieu, sont ouverts au public.

Les femmes peuvent s'y présenter pendant les heures d'ouverture pour se procurer la carte de membre qui est en vente au coût de 5 \$. Cette carte donne accès gratuitement aux activités de la programmation hivernale.

[Retour à la table des matières](#)



## **Aide alimentaire pour les aînés: bientôt des cuisines communautaires dans 3 parcs**

Métro – 2022-02-10

Par : David Flotat

<https://journalmetro.com/local/saint-leonard/2774724/aide-alimentaire-aines-cuisines-communautaires-parcs/>

Trois cuisines communautaires visant à fournir de l'aide alimentaire aux aînés pourraient voir le jour dans trois pavillons de parcs à Saint-Léonard. Le 7 février, le conseil d'arrondissement a autorisé le dépôt d'une demande de subvention afin de financer l'aménagement de ces structures.

L'arrondissement affirme que ce projet permettrait de «répondre à l'enjeu de sécurité alimentaire qui affecte particulièrement la clientèle aînée».

La mise en place de ces cuisines est ainsi envisagée aux pavillons des parcs Delorme et Luigi-Pirandello ainsi qu'au pavillon Hexagonal du parc Ladauversière.

Selon un document présenté au conseil d'arrondissement au début du mois de février, ces trois emplacements ont été choisis parmi les dix autres parcs léonardois car ils disposent de l'espace nécessaire afin d'aménager des espaces culinaires multifonctionnels communs, tout en respectant les normes de la Régie du bâtiment.

### Mieux s'équiper

Le projet de réaménagement du pavillon Hexagonal vise à mettre sur pied un service de popote roulante.

Celui-ci devrait être assuré par l'organisme Centre des aînés du Réseau d'entraide de Saint-Léonard (CARESL).

Un service de repas congelés est déjà offert par le CARESL, mais la qualité de l'aménagement actuel serait insuffisante pour répondre aux normes du bâtiment en lien avec la transformation alimentaire.

Parallèlement, les projets d'aménagement aux pavillons des parcs Delorme et Luigi-Pirandello offrirait la possibilité à divers organismes de tenir des activités multiculturelles autour de la gastronomie. Un service de transformation alimentaire serait aussi assuré dans ces deux autres cuisines.

### Comblent le besoin

D'après des données obtenues par l'arrondissement, plus de 30% des aînés au Québec auraient des limitations fonctionnelles qui entravent les activités de la vie quotidienne et domestique, dont l'approvisionnement alimentaire, la préparation des repas et l'alimentation.

Ces trois cuisines permettraient d'atténuer le besoin en matière d'aide alimentaire pour cette partie de la population, alors que Saint-Léonard se classe au 2e rang des arrondissements ayant la plus grande densité de personnes aînées de la Ville de Montréal.



«Les intervenants à domicile ont constaté qu'il y a un réel besoin, qui s'est accentué depuis le début de la pandémie. Nous sommes très heureux à l'idée d'inaugurer cette nouvelle cuisine au pavillon Hexagonal, qui, on l'espère, devrait se faire cet été et être opérationnel dès l'automne prochain», a déclaré la directrice du CARESL, Johanne Pitt.

L'aménagement de ces cuisines va permettre de faire de la préparation et la transformation alimentaire afin d'offrir des repas sains aux bénéficiaires, qui sont en grande majorité des aînés.

Extrait d'un document présenté au conseil d'arrondissement de Saint-Léonard du 7 février 2022  
Financement

Le projet s'inscrit dans le cadre du Programme Municipalité amie des aînés et Accessibilité universelle Montréal 2022 offert par le Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS) de la Ville de Montréal.

L'aide financière du SDIS correspondra à 100% du coût du projet, qui pourrait s'élever à un maximum de 600 000\$, comme pour tout projet d'aménagement d'installation de ce type.

À noter que l'arrondissement de Saint-Léonard s'engage à assumer les coûts du projet non admissibles au programme, y compris tout dépassement de coût.

[Retour à la table des matières](#)





Évidemment, on ne voudrait pas cracher dans la soupe. Il n'y a, en soi, pas de mal à offrir des trucs et astuces aux locataires en quête d'un logis. Reste qu'on demeure perplexe devant tout ce qui n'est pas dit du contexte dans lequel s'inscrit cet «encouragement» à agir vite.

Il y a d'abord l'idée que les locataires mal pris au 1er juillet, comme on en compte des centaines ces dernières années, sont principalement des gens qui ont «décidé» de résilier leur bail, mais qui se sont lancés si tard dans la recherche d'un nouveau logement qu'ils se sont retrouvés le bec à l'eau l'été venu. Cela arrive sans doute, parfois, mais enfin, ce n'est pas la bonne histoire qu'on nous raconte. Les ménages locataires qui, à l'approche du 1er juillet, ont des sueurs froides sont avant tout ceux qui ont été contraints de se reloger. Au gré d'une éviction, d'une reprise de logement, d'une augmentation de loyer abusive qu'on ne se sent pas la force de contester.

En ce début du mois de février, il y a bel et bien une urgence: il faut se préoccuper tout de suite du sort des locataires en quête d'un nouveau logement. Sauf qu'en insistant sur la prise en charge individuelle, sans nommer les obstacles qu'on a laissés se dresser sur la route des locataires sans daigner agir, l'initiative de «sensibilisation» prend des airs pervers. On nie encore la détérioration constante, et certaine, de l'accessibilité du marché locatif, tout en transférant le fardeau de la crise du logement sur les épaules de celles et ceux qui la subissent.

Au fond, c'est à l'image de l'esprit qui a présidé à la gestion de la question du logement faite par le gouvernement caquiste tout au long du dernier cycle électoral. Si ça va mal pour les locataires, c'est dans l'ordre des choses et il n'en tient qu'à vous ! À quelques mois des prochaines élections, justement, la ministre Andrée Laforest présentait la semaine dernière son plan pour accélérer la création de nouveaux logements abordables partout au Québec — une initiative fort attendue, surtout depuis la mise à jour budgétaire de novembre, où le financement de nouveaux logements sociaux avait été laissé en plan, au prétexte qu'un nouveau programme serait déployé bientôt.

C'est ainsi, donc, que le Programme d'habitation abordable Québec (PHAQ), présenté comme un «nouveau modèle d'affaires en habitation», prévoit déployer 200 millions de dollars pour la construction de nouveaux logements locatifs dits abordables, y compris pour les personnes à faibles revenus. Le programme est présenté comme novateur et conçu pour répondre plus efficacement et plus rapidement aux besoins de logement des locataires, y compris les plus vulnérables.

Les organismes qui luttent pour l'accès au logement et accompagnent les locataires ont tout de suite vu que, sous un vernis de générosité et de passage à l'action, se cache un réel recul de la place accordée au logement social et communautaire. Le PHAQ, en proposant de «mobiliser tous les partenaires» capables de porter la création de logements abordables, place les projets coopératifs et communautaires en compétition avec les investisseurs privés, que l'on a, semble-t-il, jugé bon de rendre admissible au programme. «Mobiliser tous les partenaires», comprend-on, revient à ouvrir encore un peu plus les coffres publics aux promoteurs qui agissent avant tout dans une perspective de profit, en se disant naïvement qu'ils peuvent bien, eux aussi, et moyennant quelques critères, participer à la résolution de la crise du logement.

De plus, la notion de loyer abordable est fixée dans le PHAQ à partir du loyer médian établi par la SHQ pour chaque région. Or, cela a pour effet d'établir comme nouvelle norme d'abordabilité les prix observés sur un marché déjà considéré comme inabordable. Par un curieux renversement des choses, on pérennise le principal symptôme de la crise qu'on prétend combattre.



Pardon, pardon, j'oubliais: la crise, il n'y en a pas — il n'y a que des investisseurs qui ont besoin d'un coup de pouce, et des locataires désorganisés qui ont attendu trop longtemps avant de se mettre à la recherche d'un nouveau logement pour le 1er juillet.

On nie encore la détérioration constante, et certaine, de l'accessibilité du marché locatif, tout en transférant le fardeau de la crise du logement sur les épaules de celles et ceux qui la subissent

[Retour à la table des matières](#)



**Champs d'action à l'international**



## **La privation de nourriture et les décès liés à la faim sont une réalité qui accompagne l'aggravation des crises alimentaires, selon la FAO**

FAO – 2022-02-04

<https://www.fao.org/newsroom/detail/starvation-and-hunger-related-deaths-a-reality-amid-worsening-food-crises/fr>

ROME, 05 February 2022 / PRN Africa / -- Alors que certaines des pires crises alimentaires de ces dernières années frappent à présent des dizaines de millions de personnes, il est aujourd'hui indispensable de faire de l'aide d'urgence aux moyens d'existence la cible de financements spécifiques et de renforcer la résilience, a déclaré aujourd'hui l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

«Nous faisons face aujourd'hui à des crises alimentaires sans précédent qui se déclarent sur plusieurs fronts. La privation de nourriture et les décès liés à la faim sont désormais une réalité», a déclaré le Directeur général de la FAO, M. QU Dongyu, lors de la Rencontre de haut niveau des Nations Unies: action à l'appui de la prévention et de l'élimination de la famine. «Alors que nous approchons de la fin de l'année 2021, la situation ne cesse de se détériorer.»

Plus d'un demi-million de personnes dans quatre pays (Éthiopie, Madagascar, Soudan du Sud et Yémen) connaissent un état d'insécurité alimentaire catastrophique et plus de 41 millions de personnes sont au bord de la famine, en situation d'urgence (phase 4 sur 5 du CIP) et il suffit d'un choc ou d'un stress supplémentaire pour les faire basculer dans le pire scénario, a déclaré M. Qu. Le Burkina Faso et le nord-est du Nigeria sont également confrontés à un risque accru d'insécurité alimentaire aiguë.

La rencontre d'aujourd'hui a été organisée en collaboration avec les gouvernements de la République dominicaine, de l'Irlande, de la Norvège et de la Suède, la FAO, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA) et le Programme alimentaire mondial (PAM).

Le Directeur général de la FAO a déclaré que la situation n'avait cessé de se détériorer, avec des montants d'aide attribués et décaissés nettement inférieurs aux 6,6 milliards de dollars des États-Unis demandés par les organisations humanitaires pour couvrir les besoins urgents. En outre, les ressources consacrées à l'aide d'urgence aux moyens de subsistance ne représentent qu'une trop faible partie des financements pourvus, alors que cette forme d'aide se situe au cœur de toute stratégie efficace de prévention de la famine, a indiqué M. Qu.

Depuis que le Secrétaire général de l'ONU, M. António Guterres a annoncé la création d'un Groupe spécial de haut niveau sur la prévention de la famine en mars dernier, la FAO a aidé au moins 5,5 millions de personnes à produire les denrées alimentaires dont elles ont cruellement besoin dans six pays désignés comme hautement prioritaires par le Groupe spécial.

La FAO s'est aussi engagée à renforcer la résilience de long terme afin de protéger, restaurer et améliorer les moyens d'existence face aux facteurs qui compromettent l'agriculture, la nutrition, la sécurité alimentaire et la sécurité sanitaire des aliments.

La FAO atteste que l'aide humanitaire d'urgence est porteuse d'effets spectaculaires:



- Des centaines de milliers de familles au Yémen sont confrontées au risque imminent de perdre leur unique source de revenus à cause de maladies animales facilement évitables. Avec seulement huit (8) dollars, la FAO au Yémen peut vacciner une moyenne de cinq moutons ou chèvres et administrer à ces animaux des vermifuges, protégeant ainsi un petit cheptel valorisé à 500 USD sur les marchés locaux.

- Dans le Soudan du Sud, la FAO a distribué à 545 000 familles des kits de subsistance essentiels composés de semences de céréales et de légumes et comprenant des équipements de pêche, ce qui assure un apport vivrier régulier et nutritif à près de 3,3 millions de personnes.

- Au Burkina Faso et dans le nord du Nigéria, la FAO a pu fournir à plus de 700 000 personnes des semences, de l'argent en espèces et d'autres intrants assortis d'un calendrier. Mais 1,4 million d'autres personnes n'ont pas pu effectuer les semailles principales de cette année, pourtant indispensables, car les fonds alloués à cet effet étaient tout simplement insuffisants.

L'octroi d'argent en espèces et de semences résistantes à la sécheresse à un cultivateur de Madagascar lui permet de rester sur ses terres, de continuer de produire des denrées alimentaires, de se constituer un revenu et de faire que ses enfants soient bien nourris et scolarisés.

Pour l'ensemble des six pays prioritaires sur lesquels le Groupe spécial axe ses travaux, la FAO a reçu moins du quart des ressources nécessaires à son aide d'urgence attribuée aux moyens de subsistance. Mais un grand nombre d'autres pays et régions sont eux aussi confrontés au péril croissant de l'insécurité alimentaire aiguë.

Parmi ceux qui suscitent les préoccupations de la FAO: Haïti, où les moyens de subsistance sont menacés par la covid-19, l'instabilité, l'insécurité, les séismes, les maladies du bétail et les turbulences de l'économie; l'Afghanistan, où un Afghan sur trois était déjà en situation d'insécurité alimentaire aiguë et où les services de base sont menacés; l'Afrique de l'Est, qui doit faire face à une troisième saison consécutive de précipitations insuffisantes pour les cultures et l'élevage, avec des implications importantes pour la sécurité alimentaire.

M. Qu a appelé à une intensification urgente des mesures anticipatoires, comme l'ont été les initiatives déployées l'an dernier par la FAO et ses partenaires lors de la recrudescence du criquet pèlerin, ces interventions ayant permis d'éviter d'importants sinistres, estimés à plus de 1,5 milliard d'USD, sur les cultures de base et les troupeaux, et de préserver la sécurité alimentaire de plus de 36 millions de personnes.

Il a déclaré que les organisations humanitaires ne pouvaient pas se permettre d'attendre les déclarations de famine pour intervenir, en ajoutant que la prévention efficace de la famine passe par une aide humanitaire qui transforme les systèmes agroalimentaires et renforce la résilience des plus vulnérables.

«Nous devons oeuvrer ensemble à une transformation de nos systèmes agroalimentaires pour les rendre plus efficaces, inclusifs, résilients et durables», a déclaré le Directeur général de la FAO.

[Retour à la table des matières](#)



## **Ethiopie : « Ce qui se passe au Tigré est sans aucun doute une catastrophe humanitaire »**

*Le Monde – 2022-02-04*

Par : Noé Hochet-Bodin

[https://www.lemonde.fr/afrique/article/2022/02/04/ethiopie-ce-qui-se-passe-au-tigre-est-sans-aucun-doute-une-catastrophe-humanitaire\\_6112377\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2022/02/04/ethiopie-ce-qui-se-passe-au-tigre-est-sans-aucun-doute-une-catastrophe-humanitaire_6112377_3212.html)

Michael Dunford, directeur régional du Programme alimentaire mondial, appelle toutes les parties du conflit à laisser les convois d'aide se déplacer.

Pour ne rien manquer de l'actualité africaine, inscrivez-vous à la newsletter du « Monde Afrique » depuis ce lien. Chaque samedi à 6 heures, retrouvez une semaine d'actualité et de débats traitée par la rédaction du « Monde Afrique ».

Distribution d'aide alimentaire dans un camp de déplacés à Debarq, en Ethiopie, le 15 septembre 2021.

La guerre civile qui se déroule depuis novembre 2020 dans le nord de l'Ethiopie est à l'origine d'une catastrophe humanitaire concernant d'abord le Tigré mais aussi, désormais, les régions voisines Afar et Amhara. Le gouvernement d'Addis-Abeba, en guerre contre les rebelles des Forces de défense du Tigré (TDF), est accusé d'exercer un blocus sur la province et ses 6 millions d'habitants. Aucun convoi humanitaire n'a pu y entrer depuis près de deux mois. Michael Dunford, directeur Afrique de l'Est du Programme alimentaire mondial (PAM), tire la sonnette d'alarme alors que, selon une étude publiée le 28 janvier par l'agence onusienne, près de 40 % de la population tigréenne souffre de pénurie alimentaire extrême.

Après plus d'un an et trois mois de conflit, comment qualifier la crise humanitaire dans le nord de l'Ethiopie ?

Elle touche environ 9 millions d'individus, dont 1 million de personnes déplacées. Nous ne parlons pas de famine, principalement car nous n'avons pas les données pour pouvoir le mesurer. Mais ce qui s'y passe est sans aucun doute une catastrophe humanitaire. Pour tenter de l'endiguer, il faut vraiment permettre au PAM et à la communauté humanitaire d'accroître leurs capacités.

Le Tigré n'a pas reçu d'aide alimentaire depuis le 15 décembre 2021. A quel point cette région manque-t-elle aujourd'hui de nourriture ?

Le PAM a récemment mené une étude selon laquelle environ 85 % de la population au Tigré est en situation d'insécurité alimentaire. Près de 40 % des individus connaissent une pénurie extrême de nourriture. Cette étude a été conduite juste après les récoltes, une période durant laquelle les résultats en termes de nutrition sont généralement les meilleurs. Ces niveaux d'insécurité alimentaire sont donc très alarmants, car nous entrons dans la saison creuse. Nous nous attendons à une détérioration de la situation, en particulier pour les enfants et les femmes enceintes, qui sont les plus vulnérables. D'après nos estimations, déjà 13 % des enfants souffrent de malnutrition aiguë et plus de 50 % des femmes enceintes sont sous-alimentées.

Le Tigré étant largement inaccessible, comment y sont conduites les études sur la malnutrition ? Est-il possible pour le PAM d'avoir une vision complète de la crise humanitaire ?



Non, nous ne pouvons pas couvrir 100 % de la région à cause du conflit, du manque d'accès et des pénuries d'essence. Le PAM a utilisé un échantillon de 980 foyers à travers le Tigré, sauf dans l'ouest de la province, qui est presque inaccessible. Mais notre échantillon est représentatif et nous n'avons pas de doutes quant aux résultats, qui sont alarmants. Ce qu'il reste à faire désormais, c'est d'obtenir le soutien de toutes les parties du conflit pour mener à bien nos opérations et inverser la tendance.

Face à la pénurie de nourriture, que font les populations ?

Beaucoup sautent des repas et ne mangent qu'une fois par jour. Des mères ne s'alimentent pas pour laisser leurs enfants se nourrir. Certains vendent leurs biens pour pouvoir acheter de la nourriture, ce qui crée un nouveau cycle de pauvreté. Il y a aussi du troc. Même l'aide alimentaire que fournissaient les acteurs humanitaires [quand ils pouvaient encore le faire, jusqu'à mi-décembre] ne procurait pas assez de calories pour garder un niveau suffisant de sécurité alimentaire.

La limitation des mouvements est-elle la seule difficulté à laquelle est confronté le PAM ?

C'est la principale, mais il y a aussi la question du financement. Le PAM a un besoin urgent de 270 millions de dollars [environ 238 millions d'euros] dans les six prochains mois, uniquement pour le nord de l'Éthiopie. Et même de 550 millions de dollars pour l'ensemble de nos opérations dans le pays. Car il y a d'autres crises profondes qui n'attirent pas autant l'attention que le Tigré, l'Amhara et l'Afar. Actuellement, une sécheresse importante sévit dans les régions Somali, Oromia et SNNPR [Région des nations, nationalités et peuples du Sud].

Après la suspension de plusieurs organisations humanitaires – et notamment de Médecins sans frontières, en août, accusée par les autorités de faire de la « désinformation » sur la crise au Tigré –, quelle est la marge de manœuvre du PAM en Éthiopie aujourd'hui ?

Le PAM est présent en Éthiopie depuis plusieurs décennies et nous avons une longue relation de confiance avec le gouvernement éthiopien. Ils comprennent notre travail et soutiennent nos opérations. Le principal défi, c'est le conflit lui-même. Les corridors humanitaires sont constamment tributaires de l'avancée des combats. Les lignes de front sont mouvantes et cela nous force à revoir constamment nos plans. Le PAM continue de s'entretenir avec toutes les autorités, que ce soit au niveau fédéral ou régional, y compris au Tigré [avec le Front de libération du peuple du Tigré, désigné comme organisation terroriste par le Parlement éthiopien], afin de s'assurer que nos convois puissent se déplacer, ce qui n'est malheureusement pas le cas aujourd'hui.

[Retour à la table des matières](#)



## " L'Afrique ne peut soumettre sa sécurité sanitaire à la bonne volonté d'autrui "

All Africa – 2022-02-06

<https://fr.allafrica.com/stories/202202110612.html>

Le président du Groupe de la Banque africaine de développement, Dr Akinwumi Adesina, a déclaré que la plus importante leçon à tirer de la pandémie de Covid-19 pour l'Afrique est la nécessité de mettre en place un mécanisme de protection contre les chocs extérieurs, en particulier dans les domaines de la sécurité sanitaire et financière.

" Investir dans la santé, c'est investir dans la sécurité nationale, a déclaré Dr Adesina aux dirigeants africains samedi, à l'ouverture de la 35e assemblée de l'Union africaine dans la capitale éthiopienne. L'Afrique ne peut se permettre de confier la sécurité sanitaire de ses 1,4 milliard de citoyens à la bonne volonté d'autrui. "

Le président de la Banque a déclaré que le continent aura besoin de 484 milliards de dollars au cours des trois prochaines années pour faire face aux impacts socio-économiques de la pandémie de Covid-19 et soutenir la reprise économique.

Dr Adesina a énoncé trois priorités stratégiques pour la mise en place d'un système de protection sanitaire en Afrique : construire des infrastructures sanitaires de qualité, développer l'industrie pharmaceutique du continent et accroître la capacité de fabrication de vaccins. Il a ajouté que la Banque africaine de développement prévoit d'investir trois milliards de dollars pour soutenir la capacité de production de produits pharmaceutiques et de vaccins en Afrique.

Évoquant d'autres domaines critiques pour le continent, tels que la gestion de la dette, Dr Adesina a déclaré : " La dette publique de l'Afrique, estimée actuellement à 546 milliards de dollars, représente le quart du PIB du continent et est supérieure au total combiné des recettes publiques annuelles qui s'élève à 501 milliards de dollars. "

Dr Adesina a déclaré que le Fonds africain de développement, le guichet concessionnel du Groupe de la Banque africaine de développement, a accordé 8,5 milliards de dollars de financement aux pays à faible revenu au cours des cinq dernières années.

Appelant les dirigeants de l'Union africaine à soutenir fermement la 16e reconstitution des ressources du Fonds en 2022, Dr Adesina a indiqué qu'une restructuration du mode de financement du Fonds africain de développement lui permettrait d'aller sur les marchés de capitaux pour optimiser ses 25 milliards de dollars de fonds propres et ainsi lever 33 milliards de dollars supplémentaires pour financer les pays à faible revenu.

Le président du Groupe de la Banque africaine de développement a rappelé aux dirigeants africains qu'ils avaient demandé que les droits de tirage spéciaux (DTS) du FMI réalloués à l'Afrique soient canalisés vers la Banque africaine de développement, détenteur agréé de DTS.

" Canaliser les DTS réalloués à l'Afrique vers la Banque africaine de développement sera très utile pour l'Afrique, car cela permettra d'exercer un effet de levier financier et aidera à recapitaliser d'autres institutions financières africaines, dont un grand nombre ont été créées avec le concours de la Banque ", a-t-il déclaré.



Dr Adesina a réitéré ses appels en faveur d'un mécanisme africain de stabilité financière, afin de constituer des réserves de liquidités qui protégeront le continent contre les chocs financiers et économiques. Il a déclaré que les autres continents disposent de tels mécanismes, et que seule l'Afrique en est dépourvue. Il a expliqué que cela avait engendré des effets de contagion et une instabilité généralisée au niveau régional, résultant des chocs financiers induits par le Covid-19. " Les économies africaines doivent être protégées ", a-t-il souligné.

Dans un discours prononcé lors de la séance plénière du sommet, le président de la Commission de l'Union africaine, Moussa Faki Mahamat, a déclaré que la pandémie de Covid-19 avait mis en évidence l'impréparation de l'Afrique aux chocs extérieurs tels que les nouveaux virus. Il a ajouté que le recul de 2,1 % de la croissance de l'Afrique constitue une régression pour le continent et une menace pour la réalisation de l'Agenda 2063 de l'Union africaine.

Plusieurs chefs d'État et de gouvernement ont parlé de l'impact socio-économique du Covid-19 sur leur pays et des mesures qu'ils prennent pour lutter contre le virus et répondre à d'autres défis. Le pays hôte, l'Éthiopie, qui est confronté à de nombreux défis, a réalisé d'importants investissements dans la production de blé et est en passe d'atteindre son objectif de 20 milliards d'arbres plantés d'ici 2022. Le Premier ministre Abiy Ahmed a déclaré que l'initiative atténuerait les effets du changement climatique.

L'année 2022, déclarée " Année de la nutrition " par l'Union africaine, est axée sur le renforcement de la résilience en matière de nutrition et de sécurité alimentaire sur le continent africain. En collaboration avec le Fonds international de développement agricole et la Commission de l'Union africaine, la Banque africaine de développement a lancé la Facilité pour la sécurité alimentaire et la nutrition en Afrique, lors du Sommet des Nations unies sur les systèmes alimentaires en 2021. Dr Adesina a déclaré que la facilité " mobilisera un milliard de dollars pour soutenir la fourniture de technologies résistantes au changement climatique à 40 millions d'agriculteurs et produire 100 millions de tonnes métriques de nourriture pour nourrir 200 millions de personnes. " Il a ajouté que " cela réduira de 80 % le nombre de personnes en proie à la faim en Afrique. "

Dr Adesina a appelé à accélérer la mise en œuvre de mesures favorisant le développement rapide de l'Afrique et a laissé percer une note d'optimisme. " Grâce à votre leadership audacieux et visionnaire, une Afrique nouvelle est en train d'émerger. Tout comme l'aigle s'élève au-dessus des tempêtes, l'Afrique s'élèvera et accomplira son destin. L'Afrique est destinée à la grandeur ", a-t-il affirmé.

[Retour à la table des matières](#)



**Actualité à surveiller**



***Rien à signaler***

[Retour à la table des matières](#)